

Porter la rupture anticapitaliste et révolutionnaire avec l'Union Européenne au NPA Jeune, une nécessité !

Les élections arrivant l'an prochain sont les élections européennes. Et, sans trancher sur l'intérêt ou non d'y participer, cela va forcément donner une place importante à un débat qui nous agite au NPA Jeune : celui de notre rapport à l'Union Européenne. Ainsi qu'aux mots d'ordres que nous utilisons vis-à-vis de cet outil du capital. Cela associé à une interpellation des camarades du CCR qui nous expliquaient que notre position là dessus relevait du "désaccord stratégique", nous a motivé à faire cette contribution.



Un outil du capital

Il est important quand on parle d'Union Européenne de bien voir qu'il s'agit d'un outil plein et entier des capitalistes. Un outil qui d'abord leur sert à créer un marché commun plus large que les marchés nationaux, et qui à l'image des traités de libre échange internationaux permet aux capitalistes dominant.e.s d'écraser leur concurrent.e.s et de maximiser leur profit. L'histoire de cette institution prenant ses bases dans le CECA, l'unification du marché du charbon et de l'acier est là pour le rappeler. L'UE sert aussi aux capitalistes des pays dominants à avoir accès à une main d'œuvre bon marché en exploitant férolement les travailleur.se.s des pays de l'Est. Et puis il s'agit d'une institution servant à assurer le biens communs des capitalistes dominants, avec ses traités d'austérité ouvrant de nouveaux marchés privées anciennement public. C'est aussi un outil servant à rendre plus difficile l'accès des pays européens aux migrant.e.s et donc les précariser plus pour en faire un main d'œuvre sur-exploitée. Il s'agit aussi d'un appui à certaines des interventions impérialistes.

Nous pensons que face à cette union du capital, nous devons avancer et de façon première la nécessité de rompre avec l'union européenne dans une perspective anticapitaliste et révolutionnaire. Et ce pour plusieurs raisons.

Répondre à notre classe

D'abord il s'agit de répondre à la position opposée à l'Union Européenne de fait très présente dans notre classe, bien plus que dans la bourgeoisie. Les sondages ne

manquent pas en France et ailleurs pour le montrer. Ce rejet vient bien sûr de sources progressistes et d'autres réactionnaires. Entre conscience même diffuse du caractère de classe de l'UE, influence de la Sociale Démocratie se dédouanant de sa gestion de l'austérité en rejetant le tort complet sur l'UE ou pire influence du Front national. Mais peu importe ses sources, la question est est-ce qu'on répond à ce sentiment en affirmant clairement un profil anti-UE pour ramener nos camarades de classe vers notre programme ? Ou, est-ce que nous les laissons entre les main de nos adversaires ou nos ennemis politiques en abandonnant ce terrain ? Nous, nous faisons logiquement le premier choix.

Tout comme nous faisons le choix de nous adresser à la partie de notre classe qui ayant observé l'expérience de Syriza n'a fait qu'une partie du chemin et se dit qu'il faut rompre avec l'UE. Pour leur faire faire l'autre partie et les amener à trancher dans le sens de l'anticapitalisme et la révolution, nous devons partir de leur premier pas et certainement pas leur fermer la porter à coup de "chauvin".

Clarifier notre stratégie

La deuxième raison majeure est la clarification l'explication de notre stratégie. Car il est clair que si la révolution éclate en Europe, elle n'apparaîtra pas partout au même moment. Et il faudra poser la question de ce que nous faisons à l'endroit avant gardiste. Et, pour qu'il n'y ait pas de fuite de capitaux, mais aussi pour que nous puissions pleinement mener notre politique économique il faudra rompre avec l'euro et il nous faudra rompre avec l'UE et ses traités. Et nous devrons aussi mettre en place une monnaie inconvertible. Et bien tout cela nous devons l'exprimer, tout simplement parce que ça nous rend bien plus cohérent, et ça permet de nous éloigner de l'image d'utopiste qu'on nous affuble.

Mettre en avant notre mot d'ordre ne veut pas dire qu'il se suffise à lui même, et pour éviter toute incompréhension nationale, il est bien sûr central de l'articuler au reste de notre programme et au rejet des Etats nationaux. Et expliquer qu'une fois la rupture effectuée, l'Etat ouvrier devra se mettre avec d'autres Etats dirigés par notre classe.

Une fois tout cela écrit, nous cherchons encore le désaccord "stratégique" dont nous parle les camarades du CCR. La discussion ici est tactique, et si les camarades agitent le paravent de la stratégie ce n'est que pour nous écarter de toute production commune. Ce qui avec nombre d'autres exemples met quelque coups dans le "bloc de direction" que les camarades disent défendre.

Tom (TCJ, Comité Jeune Toulouse); Silane (Comité ENS Jussieu, TCJ); Lacie (TCJ, Comité Nantes), le 29 mars 2018